

B BRUXELLES DEMAIN

LA FIN DE LA BARBARIE À BRUXELLES ?



ACTUALITÉ
*Vandalisme à la basilique
de Koekelberg :
plus qu'un fait divers*
Page 12



ANALYSE
*Le Vlaams Belang
dénonce le cordon
médiatique francophone*
Page 11

DEVENIR MEMBRE?

25,00 EUR:
adhésion de soutien

12,50 EUR:
adhésion normale

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

IL N'Y A PAS DE POLITIQUE SANS ACTION

Le Vlaams Belang est le prototype même du parti politique qui traduit sa pensée en actes. Si son travail parlementaire et programmatique est sérieux, crédible, étayé, puissant et libéré des tabous et convenances du politiquement correct, son engagement sur le terrain est tout aussi dense. Depuis la dernière publication de Bruxelles Demain, nos militants et nos cadres n'ont pas ménagé leurs efforts pour être sur le terrain à la rencontre de la population pour porter notre message d'espoir.

Nous étions aux abords des pompes à essence pour protester contre les prix des carburants et présenter nos propositions et nous avons redécoré les horodateurs en protestation contre l'augmentation scandaleuse des tarifs en pointant du doigt la responsabilité d'Ecolo/Groen.

Nous avons distribué un tract local au sujet des nuisances causées par un centre Fedasil avenue Sebrecht à Molenbeek-Saint-Jean et nous avons inondé les boîtes aux lettres de publications diverses et de mailings personnalisés. Nous avons organisé une visite du parlement bruxellois qui a remporté un formidable succès et nous avons réalisé une brochure sur le problème terrible de l'insécurité dans la capitale.

Enfin, il y a quelques jours nous avons organisé un colloque sur le même sujet de l'insécurité au parlement bruxellois qui a été un grand succès d'affluence.

Bref, chers amis et chères amies, comme vous le voyez, nos militants se dépensent sans compter pour porter la bonne parole et convaincre les Bruxellois qu'il est possible de changer de politique.

Bien sûr, vous pouvez nous suivre via nos sites, notre profil Facebook et nos revues dans nos deux langues nationales, mais vous pouvez aussi faire bien plus si vous le désirez.

Si vous disposez d'un peu de temps, n'hésitez pas à contacter notre secrétariat pour proposer votre aide. Les mailings prennent des heures de manipulations multiples et chaque coup de main est précieux. Une distribution de tracts avec une équipe de militants avec qui vous partagez les mêmes convictions est toujours un bon moment de joviale convivialité. En 2024, il faut briser les cordons et les tabous à Bruxelles. Pour cela nous devons expliquer nos propositions aux Bruxellois et leur dire que, comme l'écrivait Prosper-Olivier Lissagaray, un journaliste socialiste français de la fin du 19^{ème} siècle: **«Quand le vote a pour but de serrer les rangs, il vaut un acte, il est le moyen révolutionnaire par excellence».**

La reconquête de Bruxelles ne pourra avoir lieu que si les vrais Bruxellois sont solidaires, et le Vlaams Belang est le ciment de cette solidarité. C'est mon intime conviction.

Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles





CARBURANT MOINS CHER : LE VLAAMS BELANG EN ACTION !

Une fois de plus, les militants du Vlaams Belang bruxellois étaient sur la brèche pour faire entendre la voix de la raison et de la justice sociale. Parce qu'il s'agit bien de justice sociale dans ce dossier.

Il ne devrait échapper à personne que nos concitoyens les plus touchés par l'augmentation exponentielle du prix des carburant sont d'abord et avant tout les personnes à revenus modestes ou moyens. Les personnes qui disposent de gros revenus devront sans doute faire des choix sur le superflu, tandis que les autres devront faire des choix sur l'essentiel. Voilà un fameux distinguo.

« Ce n'est pas vous qui vivez au-dessus de vos moyens, c'est le gouvernement »

Une fois de plus, force est de constater que le gouvernement continue à faire le choix de la générosité planétaire. Il fait le choix délibéré d'aider des causes lointaines et laisse son prochain dans la mouise. Voilà pourquoi ce gouvernement n'est plus légitime à gouverner. Vous payez trop cher à la pompe. Les prix des

carburants en Belgique sont parmi les plus élevés d'Europe. Beaucoup plus élevés que dans nos pays voisins. Savez-vous que près de la moitié du prix que vous payez à la pompe, soit 48,5%, est constitué des taxes! En plus des droits d'accise déjà élevés, il y a aussi une TVA de 21%. Seul le gouvernement De Croo bénéficiera de la hausse des prix à la pompe. L'automobiliste est pressé comme un citron. La situation actuelle est réellement dramatique. Bientôt vous ne travaillerez plus que pour payer votre essence ou votre diesel pour vous rendre au travail. Nous sommes abandonnés à notre triste sort.

Le Vlaams Belang prend résolument la défense des automobilistes.

Nous voulons :

- un **prix maximum pour l'essence et le diesel**, un litre de carburant ne peut pas dépasser **1,60 €**;
- limiter les **accises** au **minimum** fixé par l'Europe;
- baisser la **TVA** sur les carburants à **6%**.





UN COLLOQUE SUR L'(IN)SÉCURITÉ À BRUXELLES

Le Vlaams Belang bruxellois organisait avec succès ce samedi 11 juin au Parlement bruxellois un colloque sur le thème de la sécurité. L'ambiance était à la fois chaleureuse et studieuse pour traiter d'un sujet majeur pour les Bruxellois, c'est-à-dire leur sécurité et celle de leurs proches, leurs parents et leurs enfants notamment.

Cette question est fondamentale pour l'avenir de Bruxelles, puisqu'elle pose la question de savoir s'il est encore possible de vivre et travailler à Bruxelles, de savoir si on pourra encore y faire grandir des enfants et y laisser nos seniors couler une retraite en toute sérénité et de savoir si Bruxelles est encore ou pas un territoire où prévaut l'Etat de droit.

Il ne faut pas être un sociologue diplômé pour savoir qu'aujourd'hui tout cela est grandement hypothéqué. Le véritable exode des Bruxellois qui fuient leur ville pour se réfugier sous des cieux plus cléments en fait preuve (57.000 personnes en 2019).

Pourtant il y a encore moyen de renverser la vapeur. Il n'est pas impossible de rétablir l'ordre et la loi dans

nos rues et dans nos quartiers, mais pour cela il faut du courage politique, de la détermination et oser braver les anathèmes et les leçons de morale des partis de gauche qui choisissent toujours le côté des délinquants et des criminels.

Le Vlaams Belang quant à lui choisit toujours le côté des victimes et il a le courage de dire que lorsque la prévention échoue, il ne faut pas hésiter, sans le moindre état d'âme, de passer à la répression avec toute la vigueur nécessaire. Le Vlaams Belang est et sera toujours du côté de la police et des honnêtes gens et contre les politiciens inciviques et les criminels. Les trois orateurs du jour étaient: Ortwin Depoortere, Député fédéral et Président de la Commission de l'intérieur à la Chambre, Dominiek Lootens, Cher de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois et Bob De Brabandere, Sénateur et Président du Vlaams Belang bruxellois.

Vous pouvez lire ces interventions in extenso sur notre site www.vlaamsbelangbruxelles.be



Home Sebrechts

LE CENTRE FEDASIL AVENUE SEBRECHTS À MOLENBEEK POSE PROBLÈME

Il faut dire les choses comme elles sont : le gouvernement fédéral a abusé de la confiance des riverains en prétendant accueillir des réfugiés ukrainiens dans le home Sebrechts, situé dans l'avenue du même nom, pour rapidement changer de politique et y installer des illégaux principalement Afghan et Syrien. Résultat : nuisances sonores, troubles sur la voie publique et délinquance dans le quartier.

Soyons de bon compte, dans ce cas-ci la commune n'est pas responsable de la situation, c'est bel et bien Fedasil et son Secrétaire d'Etat de tutelle, le sémillant Sammy Mahdi, qui sont responsable de cette funeste entourloupe. Dans quelques semaine Monsieur Mahdi deviendra le Président de son parti, le CD&V, et cédera donc sa fonction ministérielle à un autre Chrétien démocrate flamand. Pour les riverains quant à eux, le mal est fait. Le Vlaams Belang demande la fermeture définitive du centre dans les plus brefs délais.

EN ATTENDANT CETTE FERMETURE, IL FAUT :

- Une présence policière constante afin d'assurer la sécurité des riverains et la protection de leurs biens.
- Une prise de conscience des autorités fédérales que cette politique d'accueil de personnes illégales met en péril la cohésion sociale et la pérennité de nos acquis sociaux. Le Vlaams Belang veut que **les demandeurs d'asile soient accueillis dans leur région du monde** et non pas chez nous.

- Il faut rétablir l'illégalité sur notre territoire comme un délit, comme c'était le cas avant.

Les militants du Vlaams Belang bruxellois ont distribué 5.000 folders dans le quartier afin de préciser notre position dans ce dossier et faire sentir aux riverains qu'ils peuvent compter sur le Vlaams Belang pour défendre leurs intérêts et leur qualité de vie.



PARKING TROP CHER ? GRÂCE AUX ECOLOS !

La section bruxelloise du Vlaams Belang a recouvert une vingtaine d'horodateurs d'autocollants géants à l'effigie de la ministre Elke Van den Brandt (Ecolo/Groen) pour dénoncer l'augmentation des tarifs de stationnement en Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Sénateur Bob De Brabandere, «Le pouvoir d'achat est en chute libre tandis que les coûts de l'énergie deviennent gigantesques. Les gens ont déjà du mal à joindre les deux bouts et c'est à ce moment-là que le gouvernement bruxellois décide de puiser encore plus dans la poche des Bruxellois. Comme timing on a déjà vu mieux».

Les autocollants du Vlaams Belang disent: «**Parking trop cher? Grâce aux Ecolos!**». «Si les Bruxellois constatent qu'on vide leurs poches pour tout simplement avoir le droit de garer leurs voitures, ils ont bien le droit de savoir qui en est responsable. En fait, la politique de d'Ecolo/Groen dans ce gouvernement est une politique clairement antisociale» déclare le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens.

Malgré les coûts énormes de l'énergie et la baisse vertigineuse du pouvoir d'achat, la ministre de la Mobilité Elke Van den Brandt (Ecolo/Groen) continue de s'acharner contre les automobilistes. Cette fois-ci par une augmentation des tarifs du stationnement. Les cartes de riverain augmenteront également de manière significative. Les gens paieront bientôt 60 euros pour garer leur voiture sur la voie publique. La ministre verte de la mobilité compare les tarifs dans les capitales européennes pour justifier cette augmentation. En effet, dans d'autres capitales européennes ces tarifs sont nettement plus élevés qu'à Bruxelles.

Le Vlaams Belang ne suit pas cette logique punitive. «Ce n'est pas parce que les capitales étrangères sont chères que cela doit aussi être le cas à Bruxelles. Bruxelles n'est pas Copenhague, Genève ou Paris. Les situations y sont très différentes: un pouvoir d'achat plus élevé, une mentalité différente ou une infrastructure de métro et de vélo plus étendue.



TROP CHER? X ECOLOS!

Beaucoup de gens ont aussi impérativement besoin de leur voiture à Bruxelles», estime le Sénateur Bob De Brabandere.

LES FAITS

Une petite majorité de Bruxellois ne possède pas de voiture, mais à l'inverse une grande minorité en possède une. Parmi ces automobilistes, 24 % appartiennent au groupe social le plus pauvre. Le problème n'est pas que la ville de demain est inimaginable avec moins de voitures, mais c'est bien le manque d'alternatives solides qui doivent contribuer à cette évolution qui pose problème. La mobilité à Bruxelles c'est le chaos organisé. Chaque jour 190.000 navetteurs entrent dans la capitale, mais la même région ne compte que 2.727 places de stationnement dans les parkings périphériques, alors qu'il était prévu qu'il y en ait 10.000 en... 2010.

PARADOXE ABSOLU

Le paradoxe absolu est que le gouvernement, cornaqué par Ecolo/Groen, veut se débarrasser des voitures polluantes et il entend décourager les automobilistes de circuler en ville afin de purifier l'air pour les habitants, mais eux-mêmes, par leurs plans de circulation mal conçus, causent des embouteillages et des ralentissements qui polluent plus que jamais. Il est clair que la mobilité est un droit fondamental qui devrait être accessible à tous, ce qui est de moins en moins le cas, notamment avec **cette hausse des tarifs qui est antisociale, intempestive et dogmatique.**



L'ABATTAGE SANS ÉTOURDISSEMENT : LE SCANDALE BRUXELLOIS

Rappelons en deux mots de quoi il s'agit. La Région wallonne et la Région flamande ont voté une interdiction sur l'abattage rituel sans étourdissement depuis belle lurette. Seul le parlement bruxellois fait la sourde oreille à la souffrance indicible des animaux sacrifiés dans des conditions particulièrement inhumaines.

C'est le Vlaams Belang, par la voix de Dominiek Lootens, notre vaillant député bruxellois, qui le premier a déposé une proposition de décret afin de mettre fin à cette pratique barbare à Bruxelles. Des années durant, vous lisez bien «des années» les partis politiques qui vivent des suffrages issus de la communauté musulmane ont usé de tous les artifices pour empêcher le débat de fond. Jamais notre élu n'a fléchi le genou, jamais il ne s'est découragé et aujourd'hui nous aboutissons enfin. Pour cela il a fallu une décision de la Cour européenne pour dire que cette interdiction n'est pas contraire à la liberté religieuse et il a fallu aussi que notre Cour constitutionnelle rende un arrêt comparable pour qu'enfin le dossier arrive sur la table de la commission compétente du Parlement.

Malgré cela, les lobbys religieux musulmans, relayés par cette gauche bruxelloise monstrueuse, ont obtenu qu'on consulte encore les «acteurs» du dossier, entendez, entre autres, des responsables du culte islamique. Mais aussi des vétérinaires et des juristes. Des vétérinaires qui ont expliqué les souffrances atroces que les animaux subissent au moment de l'égorgeage et des juristes qui ont

confirmé en tous points ce qu'avait dit la Cour européenne et la Cour constitutionnelle. Bref, pour tout le monde les choses étaient claires, Bruxelles allait s'aligner sur les deux autres régions du pays, les suppliques du Vlaams Belang et des associations de défense des animaux, comme Gaïa, allaient être entendues et se solder par un vote franc et massif en faveur de l'interdiction de l'abattage sans étourdissement.

Malheureusement, et les lecteurs de Bruxelles Demain le savent bien, au Parlement bruxellois les calculs électoraux dominant toujours l'intérêt général, c'est dire si l'intérêt des animaux est pris en compte... C'est ainsi que la commission de l'environnement du Parlement Bruxellois a voté contre l'interdiction de l'abattage sans étourdissement. Contre les 70% de Bruxellois qui se sont exprimés dans un sondage contre cette horreur, contre les programmes de tous les vieux partis qui n'ont pas hésité un instant à trahir leurs programmes, contre les associations de défense des animaux, contre toute humanité. Le Vlaams Belang qualifie d'hypocrite et intolérable le fait qu'une majorité de membres de la commission de l'Environnement du Parlement bruxellois ait voté contre une proposition qui voulait interdire l'abattage sans étourdissement.

«Le traitement général de ce thème à Bruxelles fait l'objet de calculs politiques sordides accompagnés d'une hypocrisie électorale jamais vue», explique Dominiek Lootens, après ce vote scandaleux, avant d'ajouter: «La proposition a

«Après avoir pris l'initiative pendant vingt ans, le moment est venu. Il y a une belle dynamique dans la population et les Bruxellois en ont visiblement marre de toute cette hypocrisie.»

DOMINIEK LOOTENS-STAEEL



été rejetée, mais la balle est maintenant dans le camp de la séance plénière du parlement de ce vendredi 17 juin».

La morale politique et les positions à géométries variables de partis comme One.Brussels-Vooruit, Ecolo et «Les Engagés» heurte, et choque même, les esprits cartésiens parce que pour des raisons purement électorales ils refusent de prendre leurs nombreux électeurs musulmans à contre-poil. En agissant ainsi ils balaient leurs principes et les propres programmes. Existe-t-il spectacle politique plus dégoûtant?

Au début de la discussion, Dominiek Lootens avait souligné à quel point ce vote était important pour lui: **«J'ai retiré ma propre proposition, qui a été pourtant soumise en premier, afin de laisser la place à la proposition de quelques partis de la majorité afin d'éviter qu'un vote contre l'interdiction puisse avoir lieu avec comme seul alibi «moral» de ne pas voter pour une proposition du Vlaams Belang au nom du sacro-saint cordon sanitaire politique. La souffrance animale n'est ni de gauche ni de droite, c'est une question d'humanité qui mérite bien qu'on mette son amour-propre de côté»**. Certains tentent d'empoisonner le débat public en répandant des véritables mensonges.

Que les choses soient claires: cette interdiction ne vise pas des groupes de populations spécifiques, mais elle devrait avoir un effet fédérateur sur le vivre ensemble dans cette ville. Une telle interdiction d'abattage sans étourdissement est d'ailleurs très logiquement soutenue par une majorité de Bruxellois.

« Les partis francophones de Wallonie ont soutenu une interdiction similaire qui a été votée et adoptée. A Bruxelles ils ont une attitude parfaitement contraire. »

Il est choquant que le One.Brussels-Vooruit, le PS et le PTB aient voté contre, tout comme Les Engagés et Ecolo. Il est évident que l'islamisation, le grand remplacement, le multiculturalisme ou peu importe comment on le qualifie, se fait clairement de plus en plus sentir au point d'affecter le fonctionnement de notre démocratie.

Le Vlaams Belang ne baisse pas les bras. «Après avoir pris l'initiative pendant vingt ans, le moment est venu. Il y a une belle dynamique dans la population et les Bruxellois en ont visiblement marre de toute cette hypocrisie. C'est à nous de confronter les partis du système Bruxellois à cette réalité et à leur insuffler un peu de bon sens. Manquer cette occasion ne pourrait que ternir encore plus l'image déjà si désastreuse de notre ville», conclut Dominiek Lootens.

ALORS, QUE S'EST-IL PASSÉ AU PARLEMENT BRUXELLOIS CE 17 JUIN 2022 ?

Aujourd'hui est un jour noir pour les amoureux des animaux à Bruxelles et dans le reste du pays. Le Parlement bruxellois a rejeté aujourd'hui la proposition d'interdire l'abattage sans étourdissement. C'est triste, cependant il ne faut pas désespérer, parce que le combat continue. Depuis près de trente ans Dominiek Lootens travaille inlassablement au Parlement bruxellois pour faire passer cette interdiction.

Un certain nombre de partis et de députés ont montré qu'ils n'avaient pas le courage de résister aux petits calculs électoraux et aux pressions des groupes religieux conservateurs. Ces groupes de pression sont minoritaires à Bruxelles mais ils sont assez puissants pour tenir certains partis politiques sous leur influence, c'est d'ailleurs également le cas dans d'autres dossiers sur d'autres sujets.

Il nous appartient à tous de punir ces partis qui font passer leurs calculs politiques sordides avant le bien-être animal, et ce sera le cas lors des élections de 2024. Nous avons environ vingt mois pour concrétiser cette riposte électorale. Le Vlaams Belang va, évidemment, s'y atteler avec toute son énergie. Nous continuons sans relâche à nous engager pour faire triompher le bon sens et cela au service des Bruxellois qui veulent un vrai changement dans leur ville.

Même si le résultat n'est pas celui que nous espérons. Nous n'allons pas abandonner. Pour le bien-être des animaux et pour l'avenir de notre peuple!

LE VLAAMS BELANG DÉNONCE LE CORDON MÉDIATIQUE FRANCOPHONE

Le Vlaams Belang met à l'ordre du jour du Parlement flamand une proposition de résolution demandant au gouvernement flamand de rappeler les principes de liberté d'expression, de liberté de la presse et de libre accès aux médias. A la suite du débat entre le président du Vlaams Belang, Tom Van Grieken, et le président du MR, Georges-Louis Bouchez, il est apparu à quel point la situation de la démocratie est dramatique au sud de la frontière linguistique. Le cordon médiatique appliqué là-bas est absurde et absolument inacceptable.

Ces derniers jours, le président du parti MR, Georges-Louis Bouchez, a reçu une tempête de critiques pour avoir osé participer à un débat en direct avec Tom Van Grieken à Terzake, la célèbre émission politique quotidienne sur la télévision de service public en Flandre. La quasi-totalité de l'establishment politique et médiatique francophone a exigé que Bouchez réaffirme son adhésion indéfectible au code de «bonne» conduite convenu entre les partis classiques concernant le cordon médiatique. En Belgique francophone, les politiciens des vieux partis du système ne sont pas autorisés à débattre avec les partis de droite qui posent un regard critique sur l'immigration. Dans les médias francophones, il y a aussi un accord selon lequel les représentants des partis de droite ne sont pas autorisés à s'exprimer en direct dans les médias.

Dans une démocratie normale, les citoyens peuvent prendre connaissance des positions de tous les partis politiques à travers les médias et les politiciens de tous les partis débattent publiquement entre eux de manière civilisée. Ces principes démocratiques évidents sont appliqués dans toute l'Europe occidentale, sauf... en Belgique francophone. Dans la meilleure tradition dictatoriale, c'est l'establishment politique au pouvoir qui décide quelles opinions la population est autorisée à entendre. Le président du PS, Paul Magnette,

s'est récemment montré fier que la censure par le cordon médiatique ait empêché le vote en faveur de partis critiques à l'égard de l'immigration, comme le Rassemblement national ou le Vlaams Belang.

« Les élections doivent être gagnées par la persuasion dans les débats et non par la censure comme en Belgique francophone. »

Selon l'establishment politique francophone, majoritairement de gauche, les opposants politiques de droite ne doivent donc pas être combattus loyalement et ces grands «démocrates» ne voient pas de problème à user et abuser de toutes les formes de censure à leur égard. Le Parlement flamand et le gouvernement flamand se sont souvent prononcés contre les violations des droits de l'homme ailleurs en Europe et dans le monde, ce serait donc une indignation bien sélective si le Parlement flamand et le gouvernement flamand devaient garder le silence sur la violation des principes démocratiques fondamentaux en partie francophone du pays.

Dans la résolution déposée par le Vlaams Belang, le gouvernement flamand est appelé à faire part au gouvernement de la Communauté française de son inquiétude quant au manque de respect de la démocratie, de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et du libre accès aux médias dans la partie francophone du pays. Le Vlaams Belang souhaite également qu'il soit clair pour les partis politiques francophones que dans une démocratie, les élections doivent être remportées par la persuasion dans des débats libres et non par la censure en privant les citoyens du droit à une information complète sur les idées et les programmes de tous les partis qui se présentent légalement aux élections.

VANDALISME À LA BASILIQUE DE KOEKELBERG : PLUS QU'UN FAIT DIVERS

LE VANDALISME À LA BASILIQUE DE KOEKELBERG N'EST PAS À PRENDRE À LA LÉGÈRE

La célèbre basilique de Koekelberg est la cible du vandalisme depuis plusieurs semaines. Récemment, des pavés ont été jetés à travers les fenêtres. «Le saccage de nos symboles religieux ne doit pas être prit à la légère. Il faut y mettre fin rapidement et les responsables doivent être punis», déclare le chef de groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois Dominiek Lootens, qui condamne fermement les destructions causées à la basilique.

Les dégradations ne se produisent pas seulement la nuit. Aussi en plein jour, des pierres ont été lancées et six fenêtres ont dû être remplacées. Nous ne devons pas seulement nous préoccuper de la sécurité du personnel de la basilique, mais aussi de la sauvegarde de notre patrimoine. Les vitraux d'art ne peuvent pas simplement être remplacés.

Ces auteurs n'ont pas encore été identifiés. La police et les responsables de la basilique soupçonnent des gangs de jeunes qui veulent surtout détruire et intimider, ce qui est démontré par le fait qu'il n'y a jamais eu de tentatives de vol. On soupçonne qu'il s'agit de jeunes de la commune de Koekelberg ou de Bruxelles-ville.

Ces destructions nous semblent être une indication forte que certains groupes ont la volonté de faire une démonstration de force dans un cadre pré-

insurrectionnel. Pouvoir attaquer en plein jour l'une des églises les plus emblématiques et les plus connues de Bruxelles et de tout le pays, sans en subir les conséquences, est un acte symbolique pour certains groupes. En exprimant ainsi leur haine contre notre civilisation occidentale et notre culture chrétienne, ils accomplissent en quelque sorte un acte politique. Ceci est une indication de plus que si le pouvoir politique ne prend pas très rapidement les mesures radicales nécessaires pour rétablir l'ordre et la loi, et ainsi l'Etat de droit et la démocratie, sur l'ensemble du territoire, nous serons voués à livrer tôt ou tard une véritable guerre de civilisation dans nos villes et communes. Ils ne pourront pas dire que le Vlaams Belang ne les a pas prévenus.

« Ces actes de vandalisme et de destruction démontrent le niveau de la détestation envers notre société occidentale et notre culture chrétienne de la part de leurs auteurs. »

Les bâtiments religieux catholiques à Bruxelles sont souvent la cible de vandalisme. Entre 2019 et 2022, pas moins de 53 dégradations d'églises ou de chapelles ont été constatées dans toute la région. En comparaison, une seule mosquée a été la cible de vandales au cours de la même période. En d'autres termes, les bâtiments religieux à Bruxelles sont 53

fois plus susceptibles d'être la cible de vandalisme que les mosquées. Selon le Vlaams Belang, ces chiffres mettent en lumière quelque chose qu'on préfère malheureusement taire, à savoir qu'une partie de la population bruxelloise abhorre notre patrimoine culturel et spirituel, probablement pour des raisons religieuses, et elle va même jusqu'à traduire cette haine en acte.

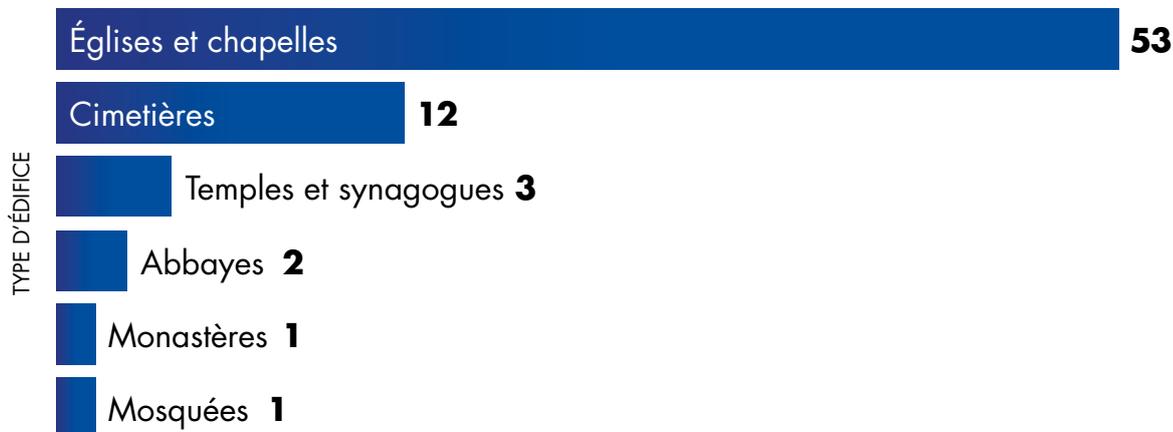
QUESTION ÉCRITE AU PARLEMENT BRUXELLOIS

Le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens, a demandé dans une question écrite au Ministre-président Rudi Vervoort de communiquer le montant des dégâts subis par ces édifices religieux. Les chiffres donnés en disent long: sur la période 2019-2022 pas moins de 53 églises et chapelles, 12 cimetières, 2 abbayes et 1 monastère ont été la cible de vandales.

Au cours de la même période, une seule mosquée a été endommagée. Les bâtiments religieux à Bruxelles sont donc 53 fois plus susceptibles d'être la cible des vandales que les mosquées.

Une partie de la population bruxelloise cible notre patrimoine pour des raisons religieuses et/ou par haine de la civilisation occidentale en général. A Bruxelles, les partis de gauche parlent de racisme et de discrimination. Pourtant, ces chiffres montrent que la haine n'est pas là où certains pensent qu'elle se niche. Le binôme médiatico-politique refuse d'aborder la question du racisme anti-blancs, antichrétien et anti-occidental en général. Pourtant il existe bel et bien, et il est même quantifiable. «Le fait qu'une seule mosquée ait été endommagée au cours de la même période contre 53 églises le prouve», souligne le Président du Vlaams Belang à Bruxelles, le Sénateur Bob De Brabandere

VANDALISME AUX ÉDIFICES RELIGIEUX À BRUXELLES (2019-2022)



NOMBRE D'ACTES DE VANDALISME CONSTATÉS ET ENREGISTRÉS

Source : Question écrite n°783, Parlement bruxellois



Vandalisme à la basilique de Koekelberg, à coup de jets de pierres.

ZONE BASSES ÉMISSIONS : LE VLAAMS BELANG VEUT SUSPENDRE LA MESURE

Les partenaires sociaux ont fait remarquer au gouvernement bruxellois que les livraisons des nouvelles voitures ont été retardées de plusieurs mois et que la guerre en Ukraine ne fait qu'aggraver le problème suite aux mesures de plus en plus coercitives annoncées par la dictature verte qui gouverne Bruxelles aujourd'hui. En ce qui concerne la zone à faibles émissions (LEZ), le ministre bruxellois de l'Environnement Alain Maron (Ecolo) a annoncé qu'aucune amende ne sera infligée aux voitures diesel Euro 4 avant juillet 2022, bien que cette catégorie de voitures ait été officiellement interdite de séjour dans la capitale depuis le 1er janvier 2022.

Ce peut apparaître comme un geste bienveillant ne doit pas nous faire ignorer que le principe même de cette interdiction, et plus encore peut-être son échelonnement dans le temps, est inacceptable. Nous plaidons pour un retardement d'au moins deux ans avant la mise en œuvre de la mesure, et ce pour une évidente raison d'humanité envers nos compatriotes ne disposant pas des moyens nécessaires à l'achat d'une voiture récente qui répond aux nouvelles normes. C'est l'avis qu'a exprimé Dominiek Lootens, le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois.

De nombreuses personnes âgées qui utilisent très peu leur voiture, mais qui en ont encore besoin pour des visites familiales ou lorsqu'elles doivent se rendre à l'hôpital ou faire leurs grosses courses, se voient

désormais refuser l'utilisation de leur véhicule, ce qui les met parfois devant des problèmes gravissimes et qui le plongent dans le désespoir, explique Dominiek Lootens. Mais cela a aussi un impact important pour les gens de l'extérieur de la Région bruxelloise. Le mécontentement qui gronde est si fort que Maron a été contraint de reporter sa mesure inique.

« Non à la dictature des écologistes politiques, un peu d'humanité s'il vous plaît ! »

Nous sommes bien conscients que la qualité de l'air est un thème important, mais la LEZ actuelle est antisociale. Pour le Vlaams Belang, les mesures sociales d'accompagnement sont insuffisantes. Les primes dites Brussels'Air ont été ajustées trop tard et ne compensent pas les coûts énormes qu'engendre la mesure pour les moins nantis. Disons-le tout net, cette mesure tombe au plus mal au moment où l'inflation frappe nos compatriotes de plein fouet avec un pouvoir d'achat drastiquement diminué comme conséquence immédiate.

Nous voulons donc une étude complète et chiffrée sur les effets sociaux de la mise en œuvre de cette mesure et jusqu'à ce que les résultats soient connus nous demandons une nouvelle suspension des amendes pendant deux ans. Ce délai doit permettre la mise en place d'un bon cadre d'accompagnement et d'ajustement social doit éviter de plonger les gens dans la misère et le désespoir.





LE MONUMENT QUI COMMÉMORÉ LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN VANDALISÉ PAR DES EXTRÉMISTES TURCS: UNE HONTE !

Le Vlaams Belang de Bruxelles condamne le vandalisme du monument commémorant les victimes du génocide contre les Arméniens en 1915. «Le week-end dernier, les Arméniens et les Grecs ont commémoré ce massacre de chrétiens, perpétré par l'Etat turc d'alors. Le fait qu'il y ait encore à Bruxelles des gens qui nient la réalité de ce génocide est le résultat d'une politique d'immigration et d'intégration inexistante à Bruxelles. Nous condamnons fermement ces actes extrémistes !» déclare Dominiek Lootens du Vlaams Belang.

Le monument de la place Henri Michaux a été dégradé avec le taguage de trois croissants au lendemain de la commémoration du 24 avril du génocide des Arméniens dans l'Empire ottoman. C'est le symbole des Loups Gris, une organisation turque extrémiste. En outre, «Fuck Paylan» a également été écrit, ce qui fait référence au député arménien du parlement turc Garo Paylan. Il est régulièrement pris pour cible par les Loups Gris.

Le fait que de tels individus et groupements existent dans notre pays, et particulièrement dans la Région de Bruxelles-Capitale, et qu'ils puissent continuer à opérer et à intimider certaines communautés, montre que les intégristes et les extrémistes étrangers continuent d'avoir carte

blanche dans la capitale. Il faut répondre à l'appel de la communauté arménienne. Nous devons tous condamner cela et toutes les autres formes de haine. Ce taguage prouve une fois de plus l'échec de la politique d'intégration et l'influence que le régime d'Erdogan a dans notre pays.

Le régime turc actuel continue à nier le génocide des Arméniens et des Grecs, et les ses partisans présents en Belgique perpétuent chez nous leur attitude négationniste. Le Vlaams Belang trouve donc très inquiétant l'impact du régime d'Erdogan sur notre société.

Cela montre une fois de plus que le manque d'intégration est un problème majeur, notamment en Région bruxelloise. La politique bruxelloise encourage l'existence de communautés qui s'isolent de notre société et qui importent des conflits historiques étrangers qui s'expriment par des haines féroces et inextinguibles. Les principaux coupables sont le PS et ses concurrents Ecolo et PTB, mais aussi les partis flamands du système qui ont toujours détourné les yeux des problèmes. Le Vlaams Belang demande donc un signal fort et une condamnation de la part du gouvernement bruxellois. Oseront-ils prendre leur électorat turc à rebrousse-poil? Poser la question, c'est y répondre.

NOUS SOMMES LE VLAAMS BELANG

Adhérez au Vlaams Belang pour participer au développement du seul parti politique qui dit tout haut ce que vous pensez :

- Vous serez invité à toutes nos activités nationales et locales
- Vous recevrez notre mensuel en néerlandais et notre trimestriel en français et toutes nos publications bilingues et en français
- Vous serez tenu au courant des prises de position et des actions et des activités via Facebook, notre site www.vlaamsbelangbruxelles.be et notre lettre d'information électronique que vous recevrez chaque semaine dans votre boîte mail (n'oubliez pas de nous communiquer votre adresse mail!)
- Vous pourrez vous porter candidat sur les listes électorales

Il est très facile d'adhérer au Vlaams Belang

Vous devenez membre pour à peine 12,50 euros. Si un autre membre de votre famille habitant sous le même toit souhaite également adhérer, sa cotisation ne sera que de 4,00 euros. Les étudiants peuvent devenir membre pour 6,50 euros. Celles et ceux qui souhaitent aider un peu plus ont la possibilité de devenir membre de soutien pour un montant de 25,00 euros.

Pour devenir membre du Vlaams Belang il suffit de verser le montant qui vous convient sur le compte BE39 4352 0249 1119 en n'oubliant pas d'indiquer vos nom, prénom, adresse complète et date de naissance.

**EN CADEAU DE BIENVENUE NOUS
VOUS OFFRONS UN SPLENDIDE
PORTE-CLÉFS CONTENANT UN JETON
POUR VOTRE CADDIE**

